



[Twitter](#) [Facebook](#) [Instagram](#) [YouTube](#) @SauvonsLaRdc1

## **Communiqué relatif aux sanctions américaines contre le Président de la République honoraire Joseph Kabila Kabange**

**Mardi 5 mai 2026**

**L**e **Mouvement Sauvons la RDC** a appris, avec grande indignation, la décision de l'Administration américaine d'imposer des sanctions à un digne fils de la Nation, le Président de la République Honoraire **Joseph Kabila Kabange**, dont pourtant l'action salvatrice, engagée dès son accession au pouvoir en 2001, avait évité à notre pays un naufrage annoncé.

Le Mouvement Sauvons la RDC condamne fermement et rejette purement et simplement cette décision qu'il qualifie d'arbitraire et d'injustifiée, fondée sur des allégations non étayées, des accusations dénuées de preuves et des rumeurs sans fondement. Il est par ailleurs scandalisé que pour justifier l'injustifiable, l'Administration américaine ait repris à son compte un narratif fallacieux, construit et largement diffusé par le gouvernement illégitime et corrompu de Kinshasa; narratif auquel, dans sa grande majorité, le peuple congolais, qui a une meilleure connaissance du Congo et de ses dirigeants d'hier et d'aujourd'hui, n'accorde notoirement aucun crédit.

**En plus d'être profondément injuste, cette décision, sollicitée et obtenue par le gouvernement de Kinshasa, apparaît donc comme une manœuvre politique de celui-ci, savamment calculée et dénuée de tout souci de justice ou de recherche de la vérité.** Elle est en plus malheureusement perçue dans l'opinion comme s'inscrivant dans une logique de soutien inconditionnel du gouvernement américain au régime en place, au mépris des principes d'équité, d'impartialité et de respect de la souveraineté de notre pays

Le Mouvement Sauvons la RDC rappelle que **Monsieur Joseph Kabila Kabange** est ce Président de la République congolaise qui, par sa gouvernance basée sur le dialogue et la recherche de l'inclusivité a réussi à mettre fin à la guerre de 1998 à 2003, réunifier le pays, organiser les premières élections générales réellement démocratiques, respecté la limitation constitutionnelle des mandats en quittant le pouvoir à leur terme, et permis la première alternance pacifique et civilisée de pouvoir de l'histoire de notre pays.

Le Mouvement Sauvons la RDC relève en plus, tout en s'en étonnant, deux contradictions majeures dans le chef des autorités américaines. D'une part, le Gouvernement des États-Unis, qui avait fait preuve de pragmatisme en soutenant de manière significative l'inédite passation pacifique du pouvoir intervenue en janvier 2019, est celui qui, de façon paradoxale, choisit aujourd'hui de sanctionner le principal artisan de ladite passation, plutôt que les détenteurs actuels du pouvoir, fossoyeurs des espoirs légitimement suscités par cette alternance historique.

D'autre part, alors qu'à l'époque où, au sortir d'une guerre particulièrement dévastatrice, le Président Kabila menait de front la pacification du pays, la sécurisation des personnes et des biens, la mise en place des institutions dignes d'un État de droit et la démocratisation de la vie politique, le gouvernement américain était à cheval sur les exigences de bonne gouvernance et de respect des droits humains, ce même gouvernement fait preuve de complaisance face à des faits d'une extrême gravité dans le chef des gouvernants d'aujourd'hui: **bradage et pillage systématiques des ressources nationales, enlèvements d'opposants politiques, arrestations arbitraires, détentions sans procès ou au terme de procédures irrégulières et non équitables, condamnations à mort, massacres de civils tant en liberté qu'en détention, ainsi que violations flagrantes et répétées des droits humains.**

**A cela s'ajoutent le refus persistant du dialogue politique, le blocage des processus de négociation, le bombardement des populations civiles, la collaboration avec des groupes armés tels que les FDLR, pourtant sous sanctions des Nations Unies, ainsi que la prolifération inquiétante d'armes létales, distribuées à des civils et à des milices à caractère ethnique par le pouvoir en place. Pour le moins surprenant et controversé, ce parti-pris du gouvernement américain pour celui de Kinshasa, dans une crise nationale dont ce dernier est une des parties, ne crée pas les conditions de la solution, mais plutôt celles de l'exacerbation de la crise.** Il semble en effet avoir, sinon pour objectif, au moins pour conséquence, de reconfigurer les équilibres politiques internes, d'attiser les tensions, d'affaiblir les dynamiques nationales de paix, et de compromettre les perspectives d'une solution durable à la crise.

Le Mouvement Sauvons la RDC relève, à ce sujet, une série de silences aussi troublants qu'éloquents.

Lorsque le **Président Kabila** a été contraint à l'exil, l'Administration américaine n'a émis aucune réaction. Quand, souffrant de la nostalgie de son pays natal pour lequel il a sacrifié toute sa jeunesse, le **Président Kabila** est, pour des raisons évidentes de sécurité pour sa vie, revenu sur la terre de ses ancêtres par la Province du Nord Kivu, et que, pour ce fait, il a été condamné à mort à l'issue d'une parodie de justice, l'Administration américaine est restée aphone. Elle a aussi observé le même silence de carpe, suite à la tentative d'assassinat par drones dont le **Président Kabila** a été récemment la cible et dont les autorités américaines ne peuvent prétendre ignorer le donneur d'ordre. Dès lors, il est regrettable, mais non surprenant que, pour la majorité des congolais, la décision portant sanctions, prise contre la personne du **Président Joseph Kabila**, soit perçue comme une nouvelle étape dans un processus de persécution politique, initié et mis en œuvre par le pouvoir de Kinshasa et dont l'Administration américaine se serait fait complice, ou se trouve accidentellement associé pour ne pas avoir perçu la motivation cachée dudit pouvoir.

**Quel que soit le cas, cette décision ne contribue pas à résoudre la crise. Bien plus, elle est en incohérence manifeste avec le statut de Médiateur-Facilitateur, par essence exigeant en termes de neutralité et d'équité, qui est censé être celui des États-Unis d'Amérique, dans le cadre aussi bien du processus de Washington, que de celui de Doha et Montreux.** Une telle contradiction interroge profondément la sincérité de la volonté proclamée, par ce pays, de vouloir aider au retour de la paix par le dialogue et la négociation.




Par ailleurs, la crise congolaise est complexe et multidimensionnelle.

La réduire à une responsabilité individuelle relève non seulement d'une simplification excessive, mais également d'une lecture biaisée qui occulte ses causes structurelles. **L'histoire démontre pourtant à suffisance, que les sanctions à sens unique, souvent voulues comme raccourci, pour éviter d'aborder les causes profondes d'une crise et d'y apporter des réponses idoines, peuvent au mieux déboucher sur une pause, ou une réduction temporaire de l'intensité de la crise, mais quasiment jamais sur une résolution définitive et irréversible de cette dernière.** L'histoire démontre tout autant que des nombreux Pères de l'indépendance ou figures emblématiques de la lutte pour la liberté ont été, en leur temps, incompris, persécutés, voire condamnés, avant que leur contribution positive à l'humanité ne soit reconnue, y compris par ceux qui, pour maintenir le statu quo favorable à leurs intérêts, les pourfendaient et usaient de leur puissance pour essayer de les faire taire.

Au regard de tout ce qui précède, le Mouvement Sauvons la RDC appelle le gouvernement américain à reconsidérer sa décision et à lever la sanction prise contre le Président de la République Honoraire Joseph Kabila Kabange. En plus d'être injustifiée, cette décision est inopportune et contre-productive.

**Fidèle à son nom, le Mouvement Sauvons la RDC réaffirme par ailleurs sa détermination inébranlable à poursuivre, jusqu'à la victoire finale, le combat légitime qu'il mène pour faire échec au projet malicieux de changement de la Constitution qui vise à pérenniser le pouvoir en place, mettre fin à la tyrannie et à la prédation comme modes de gouvernance du pays, restaurer la dignité du peuple congolais, ainsi que la pleine souveraineté de celui-ci, sur les deux millions trois cent quarante-cinq mille kilomètres carrés du territoire national et sur ses ressources du sol et du sous-sol.**

■  
Pour Sauvons la RDC :

**André Claudel Lubaya**   
**Franck Diongo**   
**Jean-Claude Vuemba**   
**Raymond Tshibanda**   
**Augustin Matata Ponyo Mapon**   
**Dr Tharcisse Loseke**   
**Floryd Mbakata**   
**Filia Tshipasa**   
**Albert Mukulubundu**   
**Bienvenu Matumo** 